



COMMUNIQUÉ

N^o 045

Le 6 mars 1987

VISITE PAN-CANADIENNE DES CONSEILLERS EN INVESTISSEMENT ET CONSULTATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES SUR LE PROGRAMME DE PROSPECTION DES INVESTISSEMENTS

Le ministre du Commerce extérieur, l'honorable Pat Carney, a annoncé aujourd'hui que des conseillers canadiens en investissement de neuf grandes missions à l'étranger, à savoir Londres, Paris, Bonn, La Haye, New York, Los Angeles, Chicago, Tokyo et Hong Kong, participeront, au Canada, durant les semaines du 9 et 16 mars prochain, à une série de réunions visant à renforcer les activités canadiennes de promotion des investissements.

En plus de leurs réunions avec des fonctionnaires provinciaux, ces conseillers rencontreront des commissaires industriels, des représentants d'institutions financières et des gens d'affaires à Halifax, Montréal et Calgary. De plus, ils seront disponibles pour des consultations à la conférence "Occasions d'affaires au Canada" du 18 au 20 mars 1987 à Toronto.

Le ministre Carney a fait observer que le but principal de ces consultations est d'assurer la coordination des activités fédérales-provinciales de promotion des investissements au Canada et de faire connaître aux représentants provinciaux, ainsi qu'aux gens d'affaires, les moyens qui sont mis à leur disposition pour la recherche d'investissements étrangers.

.../2

Canada

Ces activités auront lieu dans le cadre du Programme de promotion des investissements élaboré par Investissement Canada, tel qu'annoncé par le ministre de l'Expansion industrielle régionale en septembre 1985. Ce programme cherche à encourager certains types d'investissements étrangers dans des secteurs où ils seront d'un avantage réel pour l'économie canadienne. Avec le concours de conseillers en investissement détachés du secteur privé, les missions à l'étranger déterminent les sources possibles des investissements recherchés, notamment de nature financière et technologique, afin de combler des lacunes dans l'industrie canadienne ou de trouver les partenaires dont des sociétés canadiennes auraient besoin pour ce faire.